

COMPTE - RENDU
5ème Journée d'étude de la MHeMO
samedi 14 septembre 2013

« Les harkis, autour de l'œuvre d'Abdelmalek Sayad » sociologue (1933-1998)

Les bouleversements subis par la paysannerie algérienne durant la guerre d'Algérie.



Organisée par l'Association des Supplétifs, des Harkis et de leurs Amis – ASHA
Avec le soutien de l'Etat FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du territoire)



Compte-rendu Samedi 14 septembre 2013

« Les harkis, autour de l'œuvre d'Abdelmalek Sayad »

En 2013, dans le cadre des journées d'étude organisées par la Mhemo à Ongles et autour de l'exposition de photographies de Marc Garanger, c'est autour de l'œuvre d'Abdelmalek Sayad que nous avons focalisé les débats.

Abdelmalek Sayad, né en Algérie en 1933 et décédé en 1998 en France, est sociologue, directeur de recherche au CNRS et à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). En sociologie, il a renouvelé la question de l'immigration sur laquelle il a porté un double regard. Pour étudier cette question complexe, il a placé au cœur de son analyse l'émigré-immigré et n'a plus considéré ce dernier comme une force de travail mais comme « un fait social dans sa globalité ».

Nous avons ainsi souhaité aborder nos échanges autour de quelques axes, intéressant à la fois l'ensemble de ceux qui ont vécu ou subi une expérience migratoire, la société d'accueil comme la société de départ, et qui est au cœur de notre exposition : les bouleversements subis par la paysannerie algérienne durant la guerre d'Algérie et qui sont une clef essentielle dans la compréhension de l'histoire des supplétifs.

Ainsi différents thèmes ont pu être abordés durant cette journée d'étude, en lien avec les travaux fondamentaux d'Abdelmalek Sayad :

- La question de la paysannerie algérienne durant la période coloniale, et la guerre d'Algérie en particulier
- Les bouleversements des communautés villageoises par les violences de guerre, avec la notion de déracinement (*Le Déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie* (1964), cosigné avec Bourdieu)
- L'émigration à travers les différents « âges » décrits par Abdelmalek Sayad dans son fameux article « Les trois âges de l'émigration algérienne en France » (1977)
- La question de la double absence, à la fois de la société d'accueil et de la société de départ, avec les notions d'exil.

Cette approche a eu le mérite, tout en restant en lien avec cette histoire du groupe social « harkis », de pouvoir interroger l'ensemble des mouvements migratoires auxquels les concepts théoriques d'Abdelmalek Sayad s'appliquent, avec ses études de cas sur l'immigration algérienne en particulier, ainsi que sur ces rencontres interculturelles avec la société d'accueil et toutes les modifications des représentations de l'image du « migrant », de « l'exilé », du « réfugié »...., qui s'en sont suivies.

Cette journée d'étude s'est ainsi articulée en deux temps :

- Une matinée consacrée à l'œuvre d'Abdelmalek et aux liens évidents avec la question des harkis
- Une après-midi consacrée aux trajectoires et récits d'anciens harkis et épouses, de l'Algérie vers la France.

Monsieur Robert Pecoul, maire d'Ongles, a introduit la journée en souhaitant la bienvenue au nombreux public venu à ces 5^{èmes} journées d'études d'Ongles. Il a insisté sur l'importance que porte Marie-Thérèse Drechou à ce lieu et son investissement ; posant la question d'une nécessaire réflexion pour la pérennisation de la MHeMO. Il remercie aussi Jean-Jacques Jordi et Abderahmen Moumen pour l'accompagnement qu'ils procurent à ce projet.

Monsieur André Seby, président de l'ASHA, a remercié ensuite l'ensemble des participants et le public, en formulant le vœu que la journée se déroule dans de très bonnes conditions.



Introduction par Jean-Jacques Jordi, historien

« Les harkis, une question illégitime ? »

Toujours très heureux de revenir chaque année, il remercie Marie-Thérèse Drechou qui demeure la cheville ouvrière de la MHeMOo et de cette journée. Il souhaite aussi rendre hommage à Colette Raybaud qui a toujours été présente aux côtés de la MHeMo. Il transmet aussi les excuses d'Hélène Durand et de Benoit Falaize pour leur absence. Il salue aussi la présence du représentant de l'ONAC, Monsieur Mohamed Nemiri.

Abdelmalek Sayad, grand auteur franco-algérien (décédé en 1998), fut un compagnon et un ami de Jean-Jacques Jordi, avec qui il a dirigé un ouvrage commun « à citer ». Pour Sayad, le phénomène migratoire commence lorsque l'on analyse les conditions de départ. Lorsque certains se posent la question de l'illégitimité des harkis, d'autres considèrent cette thématique comme un cas, un problème, un dossier mais aussi un sujet d'étude depuis une vingtaine d'années. On se pose la question de leur présence en France, mais se pose-t-on la question de leur absence en Algérie ?

Reprenant les concepts de Sayad, les harkis sont des personnes de l'entre-deux. En 1947, les habitants de l'Algérie (arabo-berbères) ne sont pas des Algériens mais des Français musulmans. Ensuite, après l'indépendance, ils ne sont pas considérés comme des Français seulement, mais toujours comme des Français musulmans mais rapatriés...

Les harkis sont-ils un groupe homogène ? D'où viennent les harkis ? Il s'agit d'une population essentiellement rurale qui appartient à cette seconde Algérie, celle du « bled » par rapport à celle des côtes. Selon Sayad, la cause principale de l'engagement, c'est de pouvoir nourrir leur famille (*Le déracinement*, 1964). Il ne voyait que la crise de subsistance. Jean-Jacques Jordi cite l'exemple de Khelifa Haroud, ancien harki dont il a retracé la trajectoire : il travaille. Travailleur colonial en France jusqu'en 1955, il revient ensuite en Algérie et soutient le FLN et en 1956, il s'engage dans une SAS comme harki puis moghazni. Entre 1962 et 1966, il est emprisonné, puis obtient en 1966 une permission et se réfugie en France par l'intermédiaire du consulat de France à Alger. Il transite par le Château Lascours. Il travaille ensuite comme n'importe quel ouvrier algérien, mais il est de statut « Français musulmans rapatriés ».

Plusieurs problématiques apparaissent donc autour des harkis : la question du départ et de l'arrivée, l'immigration, les champs politiques autour des enjeux sur leur présence et leur absence. Pourquoi sont-ils partis ? L'Algérie devra ainsi s'interroger sur cette histoire. Elle masque ou nie un élément indispensable : la violence de la colonisation, de l'armée française, du FLN.....

La question des enfants est aussi pertinente à interroger. Les enfants d'immigrés se disent immigrés sans être pourtant immigrés et les enfants d'anciens harkis, se disent harkis sans être harkis. Se posent ainsi les enjeux autour de la transmission.

Enfin, nous pouvons nous interroger sur la question de l'appartenance : qu'est-ce qui est constitutif des harkis ? La dépossession de la terre, la violence du FLN, 1962 et l'abandon et les massacres, le passage dans les camps?... Le harki finalement ne cesse d'être harki que lorsqu'il n'est plus dénommé de la sorte, comme cela est le cas pour l'immigré (Sayad).

Sabah Chaïb, sociologue, Université Paris 10
« Abdelmalek Sayad : itinéraire d'un sociologue engagé »

Abdelmalek Sayad fut un chercheur engagé : son œuvre et sa posture intellectuelle illustrent pleinement la formule éclairante de Pierre Bourdieu selon laquelle « pour être un savant engagé, il faut engager un savoir ». La communication de Sabah Chaïb s'est proposée d'interroger le parcours personnel et de recherche du sociologue pour comprendre les ressorts et le sens de son engagement.

Après avoir retracé la biographie d'Abdelmalek Sayad (1933-1998), né dans un petit village de Kabylie et dont le père était caïd, Sabah Chaïb a insisté sur sa scolarisation. Durant la guerre, le territoire de la famille Sayad est pris dans la guerre en 1956. La question de la violence est aussi essentielle pour comprendre une partie de l'œuvre de Sayad. En 1959, il fait partie d'un syndicat humaniste pour le rapprochement entre les deux communautés « européenne » et « musulmane ». Il veut jouer le rôle de pont entre les deux parties. Il quitte néanmoins l'Algérie en 1963 après avoir été menacé en 1961 par l'OAS, après la mort de plusieurs de ses collègues (Mouloud Feraoun...), il se réfugie chez Pierre Bourdieu.

Fatima Besnaci-Lancou, historienne et écrivain, a effectué une synthèse des travaux menés par Benoît Falaize (historien, Université de Cergy-Pontoise) : « L'œuvre de Sayad pour saisir les enjeux scolaires autour de la question des harkis ».

Après une présentation des travaux menés par Benoit Falaize, elle précise que les harkis ont été étudiés sous l'angle des « questions dites sensibles » à l'instar de la Shoah, de l'immigration?... De nombreuses actions ont été menées afin de pouvoir transmettre la question harki en milieu scolaire :

- La publication en 2010 de l'ouvrage sur les harkis, histoire, mémoire et transmission (sous la direction de Benoit Falaize, Gilles Manceron et Fatima Besnaci-Lancou).
- Un document sur les harkis a été introduit dans un manuel de Terminale
- La revue Textes et documents pour la classe (TDC) a consacré un numéro spécial sur les « harkis »
- En 2010, les rencontres des « Rendez-vous de l'histoire » à Blois consacrent une table ronde sur l'histoire des harkis avec la présence de professeurs.
- Dans le cadre des plans académiques de formation (PAF), des formations ont été proposées aux professeurs à Paris, Amiens, Reims....

Un débat s'est finalement engagé sur les raisons qui font que les harkis restent dans l'ombre ? La question des mémoires de la guerre d'Algérie et des silences ont ainsi pu être discutés.



Les participants ont pu ensuite échanger autour d'un **repas servi au Foyer Rural Yvan Durand**. Une **visite de l'exposition de photographies de Marc Garanger** ainsi que celle de **l'exposition permanente de la MHeMO** ont aussi été organisées.

Fatima Besnaci-Lancou, historienne et écrivain a introduit ensuite son intervention consacrée aux « récits de vie d'anciens harkis et de leurs épouses. Paysannerie algérienne, regroupement et exil ». Des récits de vie que Fatima Besnaci-Lancou a recueilli tout au long de ces dernières années afin d'en constituer un corpus de sources pour les chercheurs. Elle a ainsi insisté sur la vie des familles, avant ou après l'engagement du père ou du mari dans une formation supplétive, dans les camps de regroupement. Les questions du déracinement, de l'exode rural, de la violence en milieu rural, des déplacements de populations... ont ainsi pu être appréhendées.

Abderahmen Moumen, historien, Chargé de mission à Génériques, a focalisé son intervention sur : « Comprendre la complexité de l'histoire des harkis. Transfert, rapatriement et immigration ».

Par cette intervention, Abderahmen Moumen a présenté de quelle manière les familles d'anciens supplétifs sont arrivées en France, en insistant sur la pluralité des trajectoires historiques alternant finalement entre transferts officiels ou officieux, « rapatriement » et immigration. Néanmoins, il est cependant difficile de quantifier avec exactitude le nombre d'hommes (et quelques femmes) ayant eu le statut de supplétifs durant toute la durée de la guerre d'indépendance algérienne, du fait des fluctuations incessantes des engagements/enrôlements au sein de ces unités. Seuls les crédits impartis et quelques notes relatives à ces formations peuvent nous fournir une indication du nombre de supplétifs durant la guerre d'Algérie : entre 200.000 et 400.000 selon François-Xavier Hautreux, ou entre 300.000 et 500.000 hommes selon Gilles Manceron. Il s'agit finalement d'un phénomène massif qui touche l'ensemble de la paysannerie algérienne.

Après leur arrivé en France, la question du statut de ces familles s'est posée. Dès l'arrivée de ces familles, le problème se pose de la dénomination de cette population. Quel est leur statut ? Réfugiés ou rapatriés ? Algériens ou Français ? Théoriquement, les anciens supplétifs et leurs familles sont considérés officiellement comme des rapatriés par les pouvoirs publics, mais la réalité est toute autre : les étapes fluctuantes de leur venue en France, le contexte particulier, le rapport à la nationalité française.... Ces rapatriés, publiquement à part entière (mais dont les pratiques administratives des pouvoirs publics les classeraient plutôt entièrement à part), sont par certains aspects à la lisière de la situation de réfugiés.

Cette difficulté à cerner cette population entraîne finalement une différenciation dans l'accueil des populations repliées d'Algérie suite à l'indépendance. Ainsi, lors de l'arrivée des rapatriés, les pouvoirs publics différencient les groupes, opérant une hiérarchisation des populations :

- Européens d'Algérie, considérés comme des rapatriés sans équivoque ;
- les notables français musulmans à privilégier aux anciens supplétifs ;
- les anciens supplétifs soumis à un contrôle social, mais à traiter en priorité par rapport aux migrants algériens.

Au total, entre 1962 et 1965, environ 85 000 anciens supplétifs et membres de leurs familles sont venus en France :

- 42.000 transférés par les autorités militaires et transitent par des camps (21 000 en 1962, 15 000 en 1963 et 5 340 en 1964-65),
- Tandis qu'on estime à plus de 40 000 le nombre de personnes qui sont venues en France sans passer par ces structures : soutien d'initiatives publiques, semi-publiques ou privées, collectives ou individuelles, à l'instar d'anciens partisans de l'Algérie française, d'anciens militaires surtout des SAS, ou de diverses œuvres de secours.
- Ceux engagés dans l'armée française, entre 5.200 et 8.000 selon les sources.

Le devenir des familles d'anciens supplétifs restées en Algérie constitue aujourd'hui, du fait de recherches scientifiques lacunaires sur cette population, une réalité difficile à apprécier, d'autant plus que les disparités régionales sont intenses. Les sources sont encore parcellaires en France et insuffisantes en Algérie car difficilement accessibles. L'incertitude est ainsi importante quant au nombre d'anciens supplétifs demeurés en Algérie. L'emprisonnement dans les centres pénitentiaires, l'utilisation pour le déminage des frontières ou les « compagnies de travaux » sont attestées au moins jusqu'à la fin des années 1960.

Après la projection du documentaire « Les jardiniers de la rue des Martyrs », la réalisatrice Leïla Habchi a répondu aux questions du public sur les conditions de tournage, le choix du lieu, des témoins. Les questions de mémoire, de transmission, d'absence en France et en Algérie... ont ainsi été l'objet de débats.



Un verre de l'amitié a ensuite clôturé cette journée d'études.